

# LE POING

**JOURNAL JEUNE ET COMMUNISTE  
N° 6 : AUTOMNE-HIVER 2004**

## EDITO

SOMMAIRE

**M**aintenant que nos petits tracassés de rentrée ne peuvent plus nous servir d'alibis, il serait peut être temps de nous intéresser à l'actualité politique. Que nous apprend t'elle ?

Rien de bien glorieux. Les français s'empêtrent en Côte d'Ivoire et la politique des Etats-Unis en Irak est un véritable fiasco. Malgré cela et la résistance mondiale à l'impérialisme, Bush est réélu. C'est une véritable victoire du conservatisme félicitée par Poutine, Berlusconi, ou encore Sharon mais un véritable échec pour la paix dans le monde.

A cela, s'ajoute la mort du charismatique leader palestinien Yasser Arafat laissant un peuple endeuillé et la question de succession qui permettrait peut être l'émergence de nouvelles perspectives pour le Proche Orient.

En France, la droite, après son échec cuisant aux élections régionales et cantonales, poursuit sa politique. Laquelle ? Pour les ermites, voici un petit récapitulatif. Elle s'inscrit dans ces simples mots : licenciements, délocalisations, précarité, privatisation et j'en passe. En bref, une politique favorisant les patrons, les plus riches au détriment des plus modes-

tes.

Cette politique s'inscrit à plus grande échelle dans les idées de la Constitution européenne. Que faire ? Contrer la droite dans sa politique et se faire entendre. Ainsi, nous serons appelés à remplir notre rôle de citoyen dans le cadre du référendum sur la Constitution européenne. Certes l'enjeu nous paraît lointain car il dépasse le cadre de la France pourtant cette constitution n'en ai pas moins importante au contraire. Notre quotidien en subira les conséquences.

Remise en cause des services publics garant d'égalité d'accès, des droits de la femme, de la laïcité, augmentation des dépenses militaires s'opposant à l'idée de paix : voici ce que proposent cette Constitution. Soit un texte valorisant une construction libérale de l'Europe ou règne l'idée de profit, de compétitivité, de concurrence.

Ainsi le non s'impose. Ce nom ne signifie pas un rejet de L'Europe mais une volonté de mettre en place une Europe sociale proche de chaque individu.

*Laëtitia*



Mouvement Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine  
30, rue Louis Hémon  
35 200 RENNES

Tel : 02.99.22.21.31 - Site web : <http://mjc35.free.fr>





## MEMOIRE

### **POURQUOI LA GUERRE D'ALGERIE ETAIT DEVENUE INEVITABLE**

**I**l y a cinquante ans débutait une guerre qui, huit années durant, n'allait pas dire son nom.

Pourtant, derrière la honte des mots, c'est bien une guerre, la plus horrible des guerres, que la France allait mener de novembre 1954 à mars 1962 au peuple algérien. Une guerre dont les racines plongeaient dans un siècle et demi de colonisation.

Aujourd'hui encore, la guerre d'Algérie reste marquée par le non-dit officiel. La colonisation n'est pas digérée. Les autorités continuent de refuser la reconnaissance du 19 mars comme date de commémoration de la fin de la guerre.

Parler de tortures, c'est toujours s'exposer à être traîné devant un tribunal.

L'action courageuse de ceux qui s'opposèrent à cette guerre coloniale en France reste largement méconnue, très souvent caricaturée. Chaque année le meurtre de Charonne est célébré dans l'indifférence des autorités. Quant aux évènements tragiques d'octobre 1961, leur mise à jour est très récente.

Cette situation est un drame.

D'un côté, elle laisse dans l'ombre des pans entiers de notre histoire coloniale, exonère des idées fondatrices du racisme dans notre pays. De l'autre, elle nourrit les frustrations chez de très nombreux enfants de l'immigration algérienne, et offre un terreau à l'exploitation xénophobe et violente de ces frustrations.

Dans les trous de la mémoire sur la guerre d'Algérie poussent toujours les ferments des divisions et de la haine. Voilà pourquoi un retour en arrière sur ce conflit s'impose : car à la veille du 1er novembre 1954, la situation sociale est explosive et traduit 130 ans d'exploitation coloniale...

Au 19<sup>ème</sup> siècle, la France mène une guerre de conquête en Algérie particulièrement meurtrière. La forme brutale de la colonisation en Algérie est sans équivalent dans le Maghreb. Le 5 juillet 1830, après 20 jours de combat, Alger tombe aux mains des Français. La ville est saccagée et pillée par l'armée française.

En 1832, le ministre de la Guerre, Monsieur Gerard,

exprimant les appétits de la

grande bourgeoisie financière et industrielle vis-à-vis d'une terre si riche, tire les conclusions qui « s'impose » : « Il faut se résigner à refouler au loin, à exterminer même la population indigène ».

L'idée d'une extermination de la population couplée à la colonisation des terres caresse même durant les dix premières années de la conquête certains officiers militaires. « Apportez des têtes, des têtes ! Bouchez les conduites d'eau crevées avec la tête du premier Bédouin que vous rencontrez », lançait le général Bugeaud à ses officiers. La guerre s'achève avec la conquête de la Kabylie en 1857. De 3 millions d'habitants en 1830, l'Algérie n'en comptait plus alors qu'à peine 2 millions.

Expulsés de leurs terres, en proie à la famine et aux maladies, les Algériens, soumis aux lois militaires, ne se résignent pourtant pas à leur sort.

En mars 1871, éclate une insurrection générale dont la Kabylie est l'épicentre, qui est écrasée en quelques mois.



Des milliers d'insurgés sont déportés en Nouvelle-Calédonie.

Les Algériens sont alors soumis à un régime d'exception, avec le Code de l'indigénat (1881), qui restera en vigueur jusqu'en 1945 : internements et déportations sans jugement dans le Sud algérien, etc. : les Algériens sont privés de droits, considérés comme des non-citoyens et prisonniers dans leur propre pays.

En 1930, la colonisation occupe 2,7 millions d'hectares, tandis qu'une infime minorité de colons (les « cent seigneurs de la colonisation ») concentre plus de 80 % des terres confisquées.

L'entrée en guerre de la France en 1914, avec l'enrôlement de 170 000 Algériens et l'embauche de plus de 100 000 Algériens en métropole, coïncide avec le début de la fin des insurrections paysannes. Les Algériens découvrent qu'ils peuvent circuler et, surtout, s'exprimer librement. Ils découvrent l'activité syndicale et adhèrent aux syndicats ouvriers, certains au PCF.

C'est parmi l'émigration algérienne, que se constituent, avec l'aide des communistes, les premiers noyaux nationalistes algériens.

L'un d'entre eux, Hadj Abdelkader, élu en 1924 membre du Comité central du PCF, est l'un des fondateurs, avec Messali Hadj, ouvrier chez Renault, du premier parti nationaliste algérien, l'Étoile nord-africaine, en 1926.

Après la seconde guerre mondiale, la promesse d'une autodétermination promise par de Gaulle en contrepartie d'un engagement des Algériens contre le nazisme (150 000 Algériens y prendront part) n'est pas tenue.

En revanche, en remerciement des sacrifices consentis, c'est par la répression que répondra la France coloniale : le 8 mai 1945, plusieurs dizaines de milliers d'Algériens trouveront la mort à Sétif, Guelma et Kherata pour avoir revendiqué l'indépendance. Une répression qui créera une situation irrémédiable. D'autant que le statut des Algériens, malgré l'abolition du Code de l'indigénat en mars 1944, n'a guère connu d'amélioration.

En effet, le statut de l'Algérie de 1947 instaure le système du double collège pour l'élection d'une Assemblée algérienne de 120 membres : pour une

population de 9 millions d'habitants dont 1 million d'Européens, la voix d'un Français d'Algérie a huit fois plus de valeur que celle d'un Algérien ! Telle est la réalité de « l'Algérie de papa » que chantaient les colons.

En 1954, l'Algérie compte 8,7 millions d'habitants dont 922 000 Européens. Les deux communautés ne vivent pas sur un même pied d'égalité. Un immense fossé social les sépare. La population européenne, bien que socialement différenciée, bénéficie d'une situation privilégiée. « Le régime colonial a rendu les travailleurs européens plus perméables à l'idéologie raciste et colonialiste, grâce à une entreprise de corruption sociale qui en a fait des privilégiés par rapport à la grande masse des musulmans », note le Parti communiste algérien (PCA).

Le niveau de vie des Algériens est l'un des plus bas de la planète. La majorité de la population est économiquement et socialement écrasée. À Alger, sur une population de 350 000 habitants, 125 000 vivaient dans les 120 bidonvilles de la périphérie de la capitale algérienne.



## **SOCIÉTÉ**

### **LES FEMMES ET LA POLITIQUE**

**C**omment se fait-il que nous ne soyons que si peu nombreuses à mettre les deux pieds dans la politique ? A l'heure où les féministes sont de plus en plus présentes et crient haut et fort le droit à l'égalité face aux mecs, l'inégalité persiste dans les organisations politiques.

La Femme se trouve dans une situation complexe : d'un côté, elle veut pouvoir s'émanciper le plus largement possible mais la société ne le lui permet absolument pas. Dans la plupart des foyers c'est toujours la femme qui prépare les repas, fait le ménage, s'occupe des enfants...

Heureusement quelques exemples féminins-féministes nous prouvent (ou nous ont prouvé) que tout n'est pas perdu, tels qu'Indira Ghandi (Inde), Marie-George Buffet (secrétaire nationale du PCF), Simone Veil (loi sur l'IVG).

Là où la situation est compliquée c'est que pour avoir droit à ces exemples il nous faut supporter les Christine Boutin and Co...

Alors messieurs, s'il vous plait, laissez un peu de place aux femmes et, mesdames sachez qu'avec du courage on peut tout faire (ou presque !).

« La Femme est l'avenir de l'Homme », et c'est un homme qui l'a dit alors à quand une Femme Présidente de la République ? !

*Maud*



## MEMOIRE

### **POURQUOI LA GUERRE D'ALGERIE ETAIT DEVENUE INEVITABLE**

**I**l y a cinquante ans débutait une guerre qui, huit années durant, n'allait pas dire son nom.

Pourtant, derrière la honte des mots, c'est bien une guerre, la plus horrible des guerres, que la France allait mener de novembre 1954 à mars 1962 au peuple algérien. Une guerre dont les racines plongeaient dans un siècle et demi de colonisation.

Aujourd'hui encore, la guerre d'Algérie reste marquée par le non-dit officiel. La colonisation n'est pas digérée. Les autorités continuent de refuser la reconnaissance du 19 mars comme date de commémoration de la fin de la guerre.

Parler de tortures, c'est toujours s'exposer à être traîné devant un tribunal.

L'action courageuse de ceux qui s'opposèrent à cette guerre coloniale en France reste largement méconnue, très souvent caricaturée. Chaque année le meurtre de Charonne est célébré dans l'indifférence des autorités. Quant aux événements tragiques d'octobre 1961, leur mise à jour est très récente.

Cette situation est un drame.

D'un côté, elle laisse dans l'ombre des pans entiers de notre histoire coloniale, exonère des idées fondatrices du racisme dans notre pays. De l'autre, elle nourrit les frustrations chez de très nombreux enfants de l'immigration algérienne, et offre un terreau à l'exploitation xénophobe et violente de ces frustrations.

Dans les trous de la mémoire sur la guerre d'Algérie poussent toujours les ferments des divisions et de la haine. Voilà pourquoi un retour en arrière sur ce conflit s'impose : car à la veille du 1er novembre 1954, la situation sociale est explosive et traduit 130 ans d'exploitation coloniale...

Au 19<sup>ème</sup> siècle, la France mène une guerre de conquête en Algérie particulièrement meurtrière. La forme brutale de la colonisation en Algérie est sans équivalent dans le Maghreb. Le 5 juillet 1830, après 20 jours de combat, Alger tombe aux mains des Français. La ville est saccagée et pillée par l'armée française.

En 1832, le ministre de la Guerre, Monsieur Gerard,

exprimant les appétits de la

grande bourgeoisie financière et industrielle vis-à-vis d'une terre si riche, tire les conclusions qui « s'impose » : « Il faut se résigner à refouler au loin, à exterminer même la population indigène ».

L'idée d'une extermination de la population couplée à la colonisation des terres caresse même durant les dix premières années de la conquête certains officiers militaires. « Apportez des têtes, des têtes ! Bouchez les conduites d'eau crevées avec la tête du premier Bédouin que vous rencontrez », lançait le général Bugeaud à ses officiers. La guerre s'achève avec la conquête de la Kabylie en 1857. De 3 millions d'habitants en 1830, l'Algérie n'en comptait plus alors qu'à peine 2 millions.

Expulsés de leurs terres, en proie à la famine et aux maladies, les Algériens, soumis aux lois militaires, ne se résignent pourtant pas à leur sort.

En mars 1871, éclate une insurrection générale dont la Kabylie est l'épicentre, qui est écrasée en quelques mois.



## FAISONS LE POING ...

### Saga Le Pen

Une première dans le monde de la recherche animale : un vieux porc a donné naissance à une grosse vache.

### Papayou ! Papayou !

Le désopilant Carlos soutient Copé pour les élections Régionale en Ile-de-France.

Le porte-parole du gouvernement aurait troqué son stock de costumes étriqués contre une valise de chemises hawaïennes.

### Histoire de poils

Pour lutter contre l'intégrisme religieux, Ferry se prononce pour l'interdiction de la barbe dans les établissements d'enseignement public.

Pour faire reculer Sarkozy, Chirac serait sur le point d'interdire les coupes de cheveux à la con au sein du gouvernement.

### Guerre psychologique

Les grévistes de Radio France ont obtenu satisfaction et reprennent le travail. Ils avaient menacé la direction de diffuser en boucle le dernier album de Florent Pagny.

Florian

**(\*) Laïcité** : Politique : neutralité de l'Etat à l'égard de toutes les religions, le pouvoir politique devant être nettement indépendant de tout pouvoir religieux. - Cette neutralité, en France, spécialement dans le domaine de l'enseignement public, découle des lois scolaires de 1881-1882 ; réduite par les Ordonnances du gouvernement de Vichy, l'institution de la laïcité de l'enseignement fut rétablie dans la Constitution de 1946.

C'est fait, la loi sur la laïcité a été votée ; et quelle loi !! Elle ne veut rien dire : à présent le port de tout signe religieux définit comme ostensible est interdit dans l'enceinte des établissements scolaires publics. Faut-il rappeler que la séparation entre l'enseignement public et le domaine religieux est déjà établie dans la Constitution de 1946 ?! Alors pourquoi faire une loi ? Certains répondent que cette séparation n'est pas effective ; c'est évident et c'est un problème, mais si un article de la Constitution n'est pas respecté pourquoi une loi le serait ? Ce n'est pas une question de texte mais de moyens mis en place pour que le principe de laïcité soit respecté !

Les médias n'ont eu de cesse de nous répéter que la commission Stasi avait la « solution » au problème du voile. Cette loi c'est tout sauf une solution. Le gouvernement Raffarin peut se réjouir, il se dit qu'il a réglé le problème tout en sachant qu'il a joué le jeu des différents intégrismes (chrétiens, juifs, musulmans) qui, par la voix de leurs représentants, crient déjà au scandale, à l'atteinte à la liberté de chacun d'exercer sa religion. C'est à partir de là qu'on voit que la loi ne répond qu'à un faux problème, et que le gouvernement n'a pas envie de se mouiller et de comprendre pourquoi de plus en plus de jeunes sont attirés par ces mouvements intégristes. Ne serait-ce pas un problème identitaire, d'intégration, ou plutôt de non-intégration d'une partie de la population ?! Le véritable problème se trouve plus certainement ici.

Cette loi s'est uniquement intéressée à la partie visible de l'iceberg ; qui va oser se préoccuper de l'autre partie ouvertement ?

Maud





**P**ierre, Romain, Manu et Benjamin animent chaque semaine une émission de débat politique sur Radio Campus Rennes -fréquence : 88.4 FM- le jeudi de 16h30 à 17h30 - rediffusée le mardi de 9h à 10h-.

Au cours d'un somptueux repas au R.U, ceux-ci ont accepté de donner au Poing une interview exclusive...

**Quel est le concept de votre émission ?**

-Engueulade-

**Pierre :** Chaque semaine on prend un sujet qui fait débat. On essaie de lui apporter un regard différent par rapport au consensus médiatique actuel.

**Manu :** La radio est un de nos moyens d'expression, nous essayons de la compléter au moyen d'un site internet avec un forum - [www.talk.fr.st](http://www.talk.fr.st)-. Je tiens à préciser que nos sujets ne sont pas toujours abordés par les médias.

**Que signifie TALK ?**

**Manu :** Tarte À La Krème

**Romain :** Pour changer des tartes à la crème qu'on entend d'habitude.

**Pierre :** C'est contre la tarte à la crème qu'est la pensée unique.

**Quels sujets avez-vous déjà abordés ?**

**Pierre :** Insécurité et logique sécuritaire, le nouvel antisémitisme, les think tanks, faut-il remettre la France au travail ?

...

**Benjamin :** Tous les sujets sont téléchargeables sur le site.

**Des invités participent-ils au TALK ?**

**Romain :** on a déjà enregistré des conférences.

**Benjamin :** Maintenant on va s'ouvrir plus, on prévoit d'avoir des invités pour les prochaines émissions sur l'homophobie et l'égalité entre les sexes.

**Que pensez-vous du rapport entre les jeunes et la politique ?**

**Manu :** il n'est pas assez développé.

**Romain :** Les jeunes ne s'intéressent pas à la politique parce que la politique ne s'intéresse pas aux jeunes.

**Benjamin :** On voudrait réhabiliter la politique contre la résignation scientiste.

**Manu :** Le taux d'abstention aux élections présidentielles alors que nous votions pour la première fois a été un choc.

**Quelle portée votre émission peut-elle avoir?**

**Manu :** On reste lucide.

**Romain :** Si on peut radicaliser des gens qui sont à moitié convaincus, c'est pas mal.

**Manu :** Nous essayons d'éveiller l'intérêt pour la chose publique chez les jeunes qui sont nos principaux auditeurs.

**Pierre :** Si on fait cette émission c'est qu'on a quand même le minimum l'intention de convaincre.

**Comment envisagez-vous cette année électorale ?**

**Pierre :** Très très mal. J'ai peur qu'après le 21 avril ce soit le 21 mars.

**Manu :** Dans la continuité de 2002 pour Le Pen, l'UMP et le PS, par contre l'extrême gauche devrait être faible.

**Pierre :** Il ne devrait pas y avoir d'amélioration étant donné que les deux grands partis ne font rien pour changer les choses.

**Auriez-vous un message à faire passer aux lecteurs du Poing ?**

**Manu :** Nous invitons tout le monde à faire comme nous, à participer au débat politique.

**Yannick**

## BULLETIN DE CONTACT



♦ Je souhaite rencontrer les Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... E.mail : .....

♦ Je souhaite m'investir sur les sujets suivants : .....

.....

.....

Coupon à renvoyer à

Mouvement Jeunes  
Communistes  
d'Ille-et-Vilaine  
30 rue Louis Hémon  
35 200 RENNES



# L'EUROPE OUI MAIS PAS CELLE LA !

## Pétition pour un référendum sur la constitution européenne

Monsieur le Président,

Le projet de constitution européenne, élaboré en conclave par la Convention présidée par M. Giscard D'Estaing, organise la loi du plus fort. Ce texte ne prend pas en compte les aspirations des peuples. Au contraire, il leur impose un modèle et un projet de société uniques pour assurer aux capitaux la libre circulation. Un peu comme si la République de 1789 avait inscrit sur les murs des mairies « argent roi, concurrence, misère » comme fondements de la constitution française.

Les conséquences pourraient être dramatiques. Des conquêtes sociales acquises par la lutte dans notre pays et qui sont devenues lois seraient jugées anticonstitutionnelles; sans parler des revendications nouvelles : taxer les revenus financiers deviendrait impossible tout comme contester les plans de licenciement ou augmenter l'impôt sur la fortune.

Monsieur le Président, les citoyens doivent être consultés et impliqués pour décider de leur avenir, de celui de l'Union Européenne. Nous demandons un référendum sur le projet de constitution Giscard.

NOM	PRENOM	ADRESSE	SIGNATURE

Pétition à renvoyer à  
Mouvement Jeunes Communistes  
Fédération d'Ille-et-Vilaine  
30 rue Louis Hémon

